

5-6

LES ÉGAUX

12F

Maurice Dommanget

**LA COMMUNE
ET LES
COMMUNARDS**



SUPPLEMENT A

MASSES

MAI 47 — No 9

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

PHILOSOPHY

1911

PHILOSOPHY

1911

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

512
13/2/1911

3

LA COMMUNE ET LES COMMUNARDS

par Maurice DOMMANGET

●

Sens profond de la Commune

LA Commune a écrit une page inoubliable de l'histoire. Tout un enseignement se dégage de son épopée. Ses fautes mêmes nous sont précieuses.

C'est que *toutes les Révolutions ont quelque chose de prophétique*. Elles constituent une sorte de creuset où, avec une rapidité étonnante, se forment et se heurtent les luttes de classe et les oppositions de tendance, les organismes, les méthodes de combat et les institutions qui ne se manifesteront pleinement que dans l'évolution postérieure.

Le vieil Engels avait déjà remarqué que le mouvement de Thomas Münzer dans la Réforme religieuse allemande représentait la Réforme sociale, que le mouvement des niveleurs dans la Révolution politique anglaise représentait la Révolution sociale, que le mouvement du grand Babeuf représentait la Révolution prolétarienne dans la Révolution bourgeoise.

En 1848, le mouvement ouvrier nous donne aussi une synthèse anticipée des étapes et des formes de lutte qui prévaudront dans les an-

nées suivantes et nous savons tous que la Révolution russe de 1905 fut la préface de la Révolution bolchévique de 1917.

La Commune n'échappe point à cette particularité, et Marx a su génialement mettre en lumière sa signification profonde, découvrir l'immense part d'avenir qu'elle recèle.

Causes de la Commune

D'où vient la Commune ?

D'une *triple opposition* :

a) *patriotique*, contre le Gouvernement de la Défense ou, comme on disait alors, de la Trahison nationale ;

b) *Républicaine*, contre l'Assemblée rurale et conservatrice de Versailles dont le bureau, — c'est tout dire — comprenait douze orléanistes sur treize ;

c) *sociale* ou plus précisément socialiste, contre les lois et décrets de misère supprimant en pleine crise de chômage la solde de la garde nationale, la remise des loyers et la remise des effets de commerce.

Mais cette triple opposition eût pu être sans issue, si un certain nombre de facteurs ne s'y étaient pas combinés pour en assurer le triomphe.

D'abord la paix bâclée, la décapitalisation de Paris, les odieuses mesures gouvernementales scellaient l'*alliance de la petite bourgeoisie et du prolétariat*.

Ensuite, l'armement de la garde nationale rendait possible, suivant la formule fameuse de Marx, la *transformation de l'arme de la critique en critique par les armes*.

Mais cela n'eût pas suffi encore. Il fallait

toute une *période de gymnastique révolutionnaire* pour que les Parisiens pussent faire leur apprentissage d'insurgés. Il fallait que l'âme collective de Paris pût se concrétiser dans un *organisme de coordination et d'exécution*. Il fallait une *provocation insolente* des gouvernants bourgeois pour déterminer l'explosion. Or, tout cela se produisit.

La Commune fut précédée d'une longue série de troubles, significatifs, le Comité Central de la Garde nationale fut créé et Thiers, en voulant s'emparer des canons de Montmartre achetés par les Parisiens, mit ceux-ci en posture d'insurgés. On sait ce qu'il advint le 18 mars.

Thiers, le « sinistre vieillard », comme l'appelait Gambetta, le « Foutriquet » selon le mot de Lissagaray, le « sanglant Tom-Pouce », suivant l'expression de Rochefort, le « gnome », comme l'appelait Marx, échoua dans sa tentative. Il ne put s'emparer des canons, mais les fédérés s'emparèrent du pouvoir.

La résistance se mua en émeute, l'émeute en insurrection, et l'insurrection en Révolution, car personne aujourd'hui ne conteste à la Commune son titre de Révolution.

Ce fut une Révolution, mais une Révolution qui, malgré quelques soubresauts, ne put réellement gagner la province et se trouva forcément limitée à Paris, une Révolution qui fut contrainte par son isolement, par son défaut de temps et la lutte impérieuse d'ajourner les problèmes posés par ses aspirations. Car ce fut une Révolution de prolétaires, d'artisans, de chômeurs, de petits boutiquiers qui avaient tous passé par l'école du malheur sous le siège, qui

avaient subi l'influence socialiste et anticlérical à la fin du Second Empire et qui ne pouvaient s'accommoder d'une République châtrée.

La nature de classe et le caractère socialiste de la Commune sont attestés par un certain nombre de faits patents. En premier lieu, *tous les représentants de l'ancien système élus le 26 mars sortirent de la Commune*, presque tous les ronds-de-cuir, tous les mandarins des pétaudières ministérielles filèrent à Versailles, toute la presse bourgeoise se dressa contre Paris et — signe plus important — les gouvernants bourgeois français et étrangers s'entendirent comme larrons en foire pour noyer la Commune dans le sang et ensuite pour la calomnier avec une unanimité touchante.

Inversement — et c'est la contre-épreuve — *il n'est pas une organisation anarchiste, un Parti Socialiste, du plus modéré au plus accentué, qui ne se réclament de la Commune*. Nous avons vu même la II^e et la III^e Internationale, au plus fort de leurs luttes, se réconcilier dans sa glorification. Bien mieux, il s'est produit en septembre 1900, au Parlement belge, un fait vraiment remarquable dans sa spontanéité : les députés socialistes, provoqués par le président, se levèrent comme un seul homme au cri de : *Vive la Commune !*

En second lieu, malgré sa courte existence de sept semaines, *la Commune a réalisé une série importante de réformes* qui, tout en ne touchant pas au principe de la propriété capitaliste, n'en sont pas moins dans le sens du socialisme.

Enfin, c'est le premier gouvernement qui eut à sa tête un *assez grand nombre d'ouvriers*. Et, notons-le bien, non pas d'ouvriers participant

au pouvoir de la classe adverse, en otages pour se corrompre et s'émasculer, mais d'ouvriers exerçant réellement le pouvoir de leur propre classe, siégeant au législatif et à l'exécutif, gérant les services publics, commandant des armées.

La première assemblée de travailleurs

Ces ouvriers n'appartenaient pas, pour la plupart, au prolétariat de la grande industrie. *Ils se recrutèrent chez les artisans, dans les couches sociales en voie de désagrégation* et qui commençaient à se prolétarianiser. Ils sortaient du pré-prolétariat, pour employer l'expression d'Engels. Du reste, le développement du capitalisme à Paris en 1870 semble avoir été bien au-dessous de ce qu'il fut à Moscou en 1905 et 1917. Par là s'explique l'influence très sérieuse de *l'idéologie proudhonienne* ou de la *tradition jacobine* sur tous ces hommes qui étaient parvenus cependant à dépasser cette formation grâce à l'Association Internationale des Travailleurs, aux syndicats, aux coopératives, aux groupes blanquistes ou sociétés de Libre Pensée dont ils avaient fait partie.

Le tiers à peu près de l'assemblée communale se composait d'ouvriers authentiques : le menuisier Pindy, le ciseleur Theiz, le fondeur Duval, le tourneur Malon, le mécanicien Assi, le chapelier Amouroux, le blanchisseur Grélier, les relieurs Varlin et Clémence, etc... Le reste comprenait des employés, comptables, professeurs, instituteurs, journalistes, tous des travailleurs qui ont aujourd'hui leur place dans la C.G.T. Il n'y avait que quelques représentants

de ce que nous appelons les petits bourgeois, mais c'étaient des hommes qui avaient donné, depuis longtemps, des gages à la cause populaire.

Gustave Tridon était seul de son espèce comme millionnaire. Il avait consacré sa fortune à la cause révolutionnaire ainsi que le fera plus tard Lizogoub, cette trop peu connue, si belle et si pure figure du mouvement révolutionnaire russe. Fait curieux, sur 80 membres de la Commune, on comptait seulement *quelques Parisiens d'origine* en sorte qu'on pourrait soutenir que sous une forme il est vrai anarchiste, la province dominait l'assemblée communaliste. Il semble que pour la pesée sur le pays, on eût pu habilement utiliser ce résultat inattendu du scrutin.

Un fait à souligner, c'est que si presque tous ces hommes n'étaient pas des nouveaux-venus dans la vie publique, ils se trouvaient pour la première fois investis d'un mandat électif ou d'une fonction publique. Deux avaient été commissaires de la République de 1848 : Delescluze et Beslay, ce dernier d'ailleurs, d'une façon purement nominale. Trois seulement avaient siégé dans les assemblées parlementaires : Beslay, Miot et Félix Pyat. Quant à Tridon et Malon, élus à la Commune quoique membres de l'Assemblée Nationale, ils préférèrent siéger à l'Hôtel de Ville.

L'ami de Varlin, Adolphe Clémence, dont le grand-père, avant de faire partie de la conjuration des Egaux, avait siégé à la Commune Sans-culotte, personnifiait la tradition révolutionnaire de 1793-1794 ; le docteur Pillot représentait en quelque sorte les sectes communistes

de la monarchie de juillet ; Frankel et Vermorel, les rudiments du marxisme.

Le plus illustre des élus de la Commune, *la personnalité qui dominait de haut Paris insurgé fut Auguste Blanqui*. Mais « le Vieux » arrêté par ordre de Thiers dès le 17 mars, date à retenir par l'histoire, ne fut pas à même de siéger puisqu'il fut séquestré au château du Taureau, dans la rade de Morlaix.

On a prétendu que l'élection de la Commune était viciée, trop peu d'électeurs ayant participé au scrutin. C'est là pure calomnie. Il suffit de signaler qu'il y eut le 26 mars 250.000 votants, c'est-à-dire autant qu'à l'élection du général Boulanger, vingt ans après, en 1891. D'autre part, le pasteur E. de Pressensé, père de Francis de Pressensé, a soutenu que la précipitation du vote le rendait illusoire. Il écrit :

« C'est le samedi à midi que Paris apprit qu'il devait voter le lendemain matin ; nulle entente n'était possible sur les candidats, le temps manquait à l'affichage des professions de foi. Ce n'était plus qu'une affreuse loterie, excepté pour les chefs du mouvement qui avaient disposé les lots de manière à tirer à coup sûr. » Rien de plus faux. L'affiche du Comité Central annonçant les élections date du 22, l'affiche convoquant officiellement les élections date du 23. Beaucoup d'affiches électorales datent du 24. Il y eut des réunions publiques les 24 et 25.

Les élections furent certes précipitées, mais les événements se précipitaient aussi.

Trop de tâches imposées aux élus

La faiblesse de cette assemblée ne venait ni de son origine, ni de son inexpérience gouver-

nementale, comme on l'a prétendu. On est tenté de dire au contraire que son origine et cette inexpérience furent un bien. La faiblesse ne venait pas non plus du bariolage d'opinions comme on le dit souvent, car les limites entre internationaux, blanquistes et jacobins n'étaient point si tranchées qu'on le croit. Et la preuve, c'est que la coupure qui s'est faite entre majorité et minorité ne correspond pas à ces divisions. Et la preuve encore, c'est que les listes d'élus de la Commune, membres de l'Internationale, qui ont été dressées sont toutes incomplètes.

Sa faiblesse venait de ce qu'on demandait trop à chacun de ses membres : c'est ce qui arrive encore aux militants d'aujourd'hui. « Nous ne dormions pas, écrit Arthur Arnould. Pour mon compte, je ne me rappelle pas m'être déshabillé, couché dix fois dans ces deux mois. Un fauteuil, une chaise, un banc pour quelques instants souvent interrompus nous servait de lit. » Et en effet, comme tous ses collègues, Arnould devait assurer trois ou quatre fonctions. Il devait siéger à l'Hôtel de Ville deux fois par jour, administrer le IV^e arrondissement, participer aux travaux de commissions.

Il en était qui commandaient en même temps une armée ou un bataillon de la garde nationale ou qui faisaient le coup de feu aux avant-postes comme soldats du rang. On ne peut remplir tant de tâches avec satisfaction : il y a des limites aux forces humaines. D'autant plus que *les membres de la Commune durent réorganiser partout.* Quand ils prirent le pouvoir, il ne restait pour ainsi dire pas d'employés, ni à l'Hôtel de Ville, ni dans les mairies, ni dans

les ministères. Il leur fallut donc perdre des journées précieuses à rechercher les choses les plus simples, cachées à dessein, enlevées très souvent. Ainsi, dans certaines mairies, c'est grâce au concierge qu'on put retrouver les prosaïques registres de l'État civil. Ce petit détail en dit long. Jamais pareil fait de sabotage administratif ne s'était produit au cours des révolutions précédentes.

« En prenant possession de la mairie du III^e, écrivent Arnaud, Demay, Clovis Dupont et Pindy le 10 avril — nous nous sommes trouvés devant des *bureaux vides*. » (Souligné par eux.)

« Quand j'entrai au ministère des affaires étrangères avec Paschal Grousset, — écrit encore Arthur Arnould — le portier et le frotteur furent nos guides et, ne pouvant nous donner d'autres renseignements, nous firent connaître du moins la topographie du monument. »

Lorsque Vallès pénétra au ministère de l'Instruction publique, rue de Grenelle, il ne trouva que les anciens huissiers qui se faisaient les chevaliers servants d'Edouard Roullier, brave ouvrier cordonnier occupant provisoirement le poste de grand maître de l'Université.

Du reste, le général Appert, dans son rapport d'ensemble sur l'insurrection du 18 mars, reconnaît formellement que « les fonctionnaires et employés supérieurs [s'étaient] retirés à Versailles », ce qui contraignit les communeux, écrit-il, à « s'improviser » chefs de bureaux, chefs de service, chefs de division, etc. Et quand il y en eut, qui restèrent à Paris comme le Directeur des Tabacs, on fut obligé de les arrêter en raison de leur insolence.

Même des services humanitaires comme les ambulances et les sapeurs-pompiers furent complètement désorganisés. Tous les officiers du régiment des pompiers de Paris, sauf le major, chargé de la comptabilité, abandonnèrent leur poste. Le quartier général des ambulances au Palais de l'Industrie ne conserva que quelques rares unités du personnel et du matériel ; la plupart des voitures avaient été dirigées sur les camps de Satory et de Viroflay. Les chirurgiens manquaient, a écrit le docteur Debeney, par suite du « départ des uns », de « l'indifférence des autres » et parmi les médecins qui se mirent à la disposition de la Commune, on doit noter le docteur Curie, vieux révolutionnaire qui sera plus tard candidat socialiste à Paris. C'est le père du savant Pierre Curie.

Traitement des élus de la Commune

Sait-on ce que gagnaient ces membres de la Commune qui durent tout réorganiser en assumant des tâches harassantes ?

Leur rémunération fut fixée par eux à 15 fr. par jour, c'est-à-dire la paye d'un ouvrier qualifié de l'époque. Quinze francs par jour, cela fait 5.475 francs par an. Et comme ils avaient fixé le maximum des traitements à 6.000 francs, ces élus s'octroyaient donc moins que certains fonctionnaires.

Pour 15 fr. par jour, ils remplissaient trois ou quatre fonctions qui sous un gouvernement quelconque étaient alors payées de 30.000 à 100.000 francs l'une. Quels gâche-métier tout de même ! Ainsi, ces voleurs, ces pillards de communeux, *s'ils songèrent à s'interdire le cu-*

mul des traitements, ne songèrent point à s'interdire le cumul des fatigues et des dangers !

Ils eurent, certes, les mains rouges du sang des Versaillais, mais au moins ces mains n'avaient jamais touché de pots de vin. Aujourd'hui, les parlementaires de la IV^e République s'attribuent le traitement élevé de conseiller d'Etat sans compter une retraite exceptionnelle et tout ce que le capitalisme offre pour beaucoup, à la cupidité et à la prévarication. De plus, ils ont le bénéfice très appréciable de la buvette, alors que les élus communards, pour gagner du temps, prenaient à la gargotte de l'Hôtel de Ville un modeste repas de 1 fr. 50 à 2 francs avec une demi-bouteille de mauvais vin ordinaire.

Mais ce n'est pas assez dire. Pour mieux mettre en lumière la haute valeur morale de ces élus, il faut savoir que le même jour où ils fixaient leur traitement à 15 francs par jour, ils doubtaient le traitement des instituteurs, des institutrices et de leurs aides ou moniteurs. Quoi de plus symbolique !

Des hommes honnêtes

Tous ces élus ainsi que les délégués à la gestion de divers services se montrèrent en général capables et d'une honnêteté sans tache. On doit dire même, tenant compte des circonstances, qu'ils eurent trop de scrupule.

Aux finances, Jourde trouva 3 milliards dont 800 millions en numéraire. Il n'y toucha pas. La Commune dépensa 46 millions dont seize et demi furent fournis par la Banque de France et le reste par le produit des impôts, des octrois et droits perçus dans les halles et marchés.

Pendant toute sa gestion, Jourde, on l'a dit et c'est vrai, fut obsédé par la recherche de la probité. Varlin de même. L'un et l'autre moururent pauvres. Il a fallu ouvrir une souscription, à la mort de Jourde, pour que sa veuve pût manger une bouchée de pain, et sur le cadavre encore chaud de Varlin, l'officier voleur Sicre ne trouva pas même 300 francs !

Le délégué aux Postes Theiz organisa le service si bien qu'après la Commune on maintint ses innovations. L'ouvrier bronzier Camélinat marqua son passage à la Monnaie par des réformes.

L'Assistance publique fut confiée à un vieillard, ancien proscrit, Treillard, qu'on fusilla deux mois après la chute de la Commune. Or, avant de mourir, il avait pris soin de remettre à sa femme les 38.000 francs qui lui étaient restés du temps de sa gestion. Et l'on vit sa veuve, en deuil, porter cette somme à l'officier qui avait fait fusiller son mari. Emile Vandervelde, rapportant cet acte incroyable devant la Chambre belge, s'écria aux applaudissements des élus du Parti ouvrier Belge : « Saluez, Messieurs de la droite ! »

On doit noter qu'à la base, les obscurs se conduisirent aussi comme de braves travailleurs. Quand le banquier Jecker, — l'inspirateur de l'expédition du Mexique — en vue d'obtenir un passeport pour quitter Paris, offrit 100.000 francs à un petit employé gagnant trente sous par jour, celui-ci, pour toute réponse, le fit arrêter et écrouer à Mazas.

Ces faits, et beaucoup d'autres que l'on pourrait citer, confirment la parole d'Henri Rochefort au vingt-sixième anniversaire du 18 mars :

« Plus on avance dans la vie politique, plus on s'aperçoit que la France n'a eu qu'un gouvernement honnête : celui de la Commune. »

Comment ils finirent

Si, par delà 1871, on suit les survivants, alors la comparaison qu'on peut faire avec la plupart des élus et des permanents syndicaux se réclamant de la classe ouvrière, tourne encore plus à l'avantage des communards.

En juillet 1872, le révolutionnaire russe Pierre Lavrov parlait avec attendrissement à un correspondant qui avait chargé les communards, de deux d'entre eux qu'il allait voir souvent. Ils avaient manié des centaines de milliers de francs, sommes énormes pour l'époque, et ils étaient toujours pauvres. Le premier, ancien ministre, travaillait en fabrique. Le second, ex-commandant en chef de toute une division militaire, alité, souffrant, dans l'impossibilité de payer son loyer, envisageait de mener la vie des rôdeurs, vivant et couchant au hasard. Lavrov ajoutait :

« Vous me direz ce que vous voudrez, mais pour moi ces deux hommes sont dignes de tous les respects ; ils avaient des convictions solides et justes ; ils ont fait, au nom de ces principes, tout ce qu'ils ont pu sans l'ombre de calculs égoïstes et malgré tous les coups dont la destinée les frappe, ils poursuivent leur route du même pas déterminé. »

Sans doute il en est quelques-uns, parmi les communards, qui chantèrent la palinodie pour s'installer dans les fauteuils confortables de Marianne III, prostituée au Capital. Mais les

plus nombreux, comme ceux que cite Lavrov, ne crurent pas déroger en reprenant le chemin de l'atelier, et, revenus d'exil, *ils terminèrent bien souvent leur existence dans la détresse.*

Il faudrait avoir le temps de les faire défiler ici, un à un. C'est ainsi que Jean-Baptiste Clément, le poète exquis du *Temps des Cerises*, fut contraint de mettre ses pauvres nippes au Mont-de-Piété et qu'un autre poète membre de la Commune, Eugène Pottier, le chantre de l'*Internationale*, dut finir ses jours dans une maison sordide de la rue de Chartres, au quartier de la Goutte d'Or. Le cordonnier Simon Deureure, de retour d'exil, se remit à battre la semelle dans une échoppe des Grandes-Carrières. Il a sacrifié ses dernières ressources pour payer son propriétaire avant d'être recueilli par un docteur de la rue Ordener et il fallut que quelques-uns de ses amis se cotisent pour payer les frais de ses obsèques.

Le Champenois Hubert Geresme, qui habitait en dernier lieu une mansarde de la rue Etienne-Dolet, s'est suicidé d'un coup de revolver par misère. Quant au hongrois Léo Frankel, qui se contentait de 1.200 francs par an comme correspondant du *Vorwaert*, il répétait stoïquement que « mourir de faim à Paris est encore une belle vie ». Il finit à Lariboisière fatigué, épuisé par la lutte et la misère.

La maison de Jean Allemane à Herblay n'avait rien du fameux château forgé par les réactionnaires, pas plus que la maison d'un des frères de Varlin à Clayes-Souilly, pas plus qu'actuellement le modeste logement de Mme Farjat, la vaillante fille du vaillant Eudes. *La situation modeste de tous ces gens était et est*

la plus belle des répliques aux calomnies bourgeoises.

Du reste, le simple dépouillement des quotidiens ouvriers à partir de l'Amnistie, par des notes, demandes d'emploi, souscriptions, met à nu la détresse des anciens communaux. C'est ainsi qu'approchant de la soixantaine, la citoyenne Paule Minck, qui joua un rôle sous la Commune, demandait instamment un emploi quelconque : institutrice, caissière, comptable. Elle devint finalement lectrice de Mme Dambour, cette femme généreuse bienfaitrice du prolétariat qui était prête à soutenir le mouvement anarchiste et qui donna 100.000 francs pour fonder la Verrerie Ouvrière.

Bref, et pour en finir sur ce point, il convient de citer le témoignage d'Edouard Drumont que réactionnaires de droite et réacteurs de gauche ne sauraient contester : « La plupart des ouvriers qui ont figuré au premier rang dans la Commune sont très noblement, très dignement retournés à l'atelier. Parmi les hommes qui avaient eu Paris dans les mains, beaucoup ont repris l'outil sans bruit, simplement. »

L'œuvre sociale de la Commune

Ces hommes, — pour reprendre l'expression du poète, — étaient passés en laissant tout de même autre chose « qu'une ombre sur le mur ». D'une main, ils combattaient. De l'autre, ils construisaient. Toujours pour la plèbe. Et ce n'est pas eux qui auraient frappé des deux mains sur deux enclumes différentes. Certes, la Commune n'a pas pénétré dans la caverne des brigands qu'est la Bourse, elle n'a pas mis le grappin sur la Banque de France, elle n'a pas

socialisé les usines, les assurances, les grands établissements commerciaux, elle n'a pas jeté à la voirie toutes les vieilles guenilles diplomatiques, elle n'a pas touché à la Légion dite d'honneur, elle n'a pas fermé l'Académie française, cet antre des préjugés et du mensonge, ce foyer de la culture aristocratique et bourgeoise, elle n'a pas foncé sur tous ces coffres-forts que surmontaient et que surmonte toujours un crucifix à baïonnette.

La Commune, dont les jours étaient comptés, fut avant tout une barricade. Néanmoins, *elle est loin d'avoir fait œuvre vaine au point de vue social.*

Elle a supprimé le travail de nuit dans les boulangeries.

Elle a créé dans chaque mairie un bureau de placement.

Elle a réquisitionné les logements vacants.

Elle a décidé que les ateliers abandonnés seraient attribués aux coopératives ouvrières de production.

Elle a exigé la fixation de la main-d'œuvre dans les cahiers des charges et demandé que pour la soumission on accordât la préférence aux associations ouvrières.

Elle a suspendu la vente des objets au Mont-de-Piété et décrété, pour certains, le dégagement gratuit.

Elle a supprimé les amendes et retenues sur les salaires et à ce propos il n'est pas mauvais de rappeler que c'est par sa brochure sur les amendes que Lénine a prélué à son travail révolutionnaire parmi les ouvriers de Saint-Petersbourg.

Enfin, si la Commune n'a pas adopté la jour-

née de huit heures proposée par Frankel, des ateliers ont appliqué la journée de dix heures.

La conception communaliste

Par-dessus tout, en prenant le nom de Commune, en fixant par la bouche de Beslay (28 mars) comme par la Déclaration au peuple français de Pierre Denis (19 avril) ce qu'elle entendait par ce mot et en avalisant toutes les thèses sur l'autonomie communale, l'insurrection victorieuse proclamait ouvertement sa *volonté de transformation sociale dans la liberté et en partant de la base*. Il y a là un fait d'une extrême importance et sur lequel on n'a pas assez insisté.

On peut dire que *l'idée de la Commune fut le lieu géométrique de plusieurs conceptions*.

D'abord la *conception pragmatique* surgie dans les cerveaux parisiens à la suite des réalisations municipales dues à la force des choses pendant les cinq mois du siège.

Puis la *conception de la protestation permanente contre le régime d'exception* et la centralisation excessive qui étouffaient la capitale.

Puis la *conception révolutionnaire se réclamant du mouvement communal du Moyen Age, de la Commune du 10 août 1792 et de la Commune extrémiste de 1793*.

Puis la *conception décentralisatrice et fédéraliste* mise à la mode par l'Internationale et qui s'en référait à Proudhon.

Puis la *conception fouriériste*, — n'oublions pas que Victor Considérant s'est rallié à la Commune — d'après laquelle pendant le garantisme ou période transitoire entre le capita-

lisme et le socialisme, la Commune devenait le grand atelier des réformes sociales, l'élément alvéolaire de la société en formation.

Tous ces concepts, qui ne s'ajustent pas toujours, se rejoignent incontestablement par leur origine et par leur aspiration commune à un milieu social et à une forme de gouvernement en opposition au monde bourgeois. Ils visent à réduire le gouvernement des hommes et accroître, au contraire, l'administration des choses, tendance dans la norme générale du socialisme.

C'est ainsi que le *concept proudhonien de la Commune, bien qu'il s'en défende, est loin d'être pur de tout alliage révolutionnaire*. N'est-ce point dans une brochure de l'an VIII qu'un obscur médecin de campagne, Duran, de Saint-Girons (Hautes-Pyrénées), esquissait déjà le plan d'une organisation politique et sociale nouvelle de la France, reposant sur l'autonomie communale et la fédération des communes, réalisant avant la lettre la célèbre formule : « L'individu libre dans la commune libre ».

Inversement, le *concept jacobin de la Commune était loin d'être pur de tout alliage proudhonien*. L'exemple en est fourni par Tridon, l'auteur des *Hébertistes*, le grand apologiste de la Commune de 1793.

C'est Tridon qui rédigea avec Vallès la célèbre *Affiche rouge* préluant le 5 janvier 1871 à la Commune et dans laquelle on lisait : « La municipalité ou la Commune, de quelque nom qu'on l'appelle, est l'unique salut du peuple. » Mais ce qu'il attendait de la Commune, Tridon l'avait précisé dès 1865 quand il annonçait que « le jugement dernier des aristocraties » serait prononcé « par les 40.000 communes de France

et le monde entier groupés autour de la Commune de Paris ».

En lisant les écrits des communeux traitant de ce point, on ne peut douter qu'ils aient été fortement influencés par la littérature socialiste antérieure, laquelle traçait pour l'avenir l'esquisse d'un régime débarrassé de toute oppression d'un pouvoir central et assurant pleinement la souveraineté politique dans la cité comme la souveraineté économique à l'atelier.

Des membres influents de l'École sociétaire tels que Victor Considerant avec sa *Destinée sociale*, Wladimir Gagneur avec son *Socialisme pratique*, Charles Brunier avec ses articles de l'*Almanach phalanstérien*, avaient répandu la notion que la Commune est l'alpha et l'oméga de la réorganisation sociale.

Pour Considerant, ce qu'il importait de mettre en question, c'est la réorganisation de la Commune, sa constitution, l'établissement de la Commune modèle. Gagneur, sur la base d'une commune de Franche-Comté et en partant de la fruitière, avait montré comment on pouvait faire d'une commune rurale une petite République sociale. Brunier montrait l'organisation de la Commune comme « le but supérieur à atteindre » et il faisait des communes émancipées, libres, associées et solidaires l'armature de l'Unité nationale et internationale.

Les possibilistes, les allemanistes et Pelloutier, postérieurement à 1871, devaient s'inspirer de ces vues que nous regardons plus sympathiquement depuis que la Révolution russe nous a prouvé comment la victoire des ouvriers et paysans peut se muer en dictature infernale sur le prolétariat.

L'œuvre judiciaire et l'effort anticléricale

Au point de vue judiciaire, la Commune a supprimé le mensonge des serments, le monopole des avocats, la vénalité des charges. Elle a décrété la gratuité des actes d'une certaine urgence comme les testaments, adoptions et procurations. Elle a réduit les formalités du mariage. Dès sa première séance, elle s'est affirmée pour le principe de l'abolition de la peine de mort comme elle s'affirma plus tard pour le principe de l'élection des juges.

La Commune de 1871 qui entendait marcher sur les traces de la Commune hébertiste, a mené la vie dure à la vermine noire et pas un de ses membres n'aurait « tendu la main aux curés » ni loué ou favorisé un pape et singulièrement un pape qui a signé le Concordat avec Hitler, qui a soutenu Dollfuss-le-Mitrailleur et Salazar l'embastilleur, qui a décoré Laval, qui a béni le boucher Franco et les massacreurs d'Abyssinie et qui a accepté deux milliards de la main sanglante de l'assassin de Matéotti.

La Commune a séparé l'Eglise de l'Etat. Elle a rétabli le calendrier révolutionnaire. Elle a supprimé le budget des cultes et confisqué les biens de main-morte.

Elle a transformé l'enseignement religieux en enseignement laïc. Elle a laïcisé le personnel de Baujon et les noms des salles de l'Hôtel-Dieu. Elle a fait fondre les instruments de charlatanisme de plusieurs églises. Elle a installé des clubs de discussion dans les lieux de mensonge et de dogmatisme. Elle a détruit l'église Bréa glorifiant le tueur d'ouvriers qui fut abattu par Nourry en juin 1848. Elle a démoli

la chapelle expiatoire érigée en l'honneur de l'incapable, traître et parjure Louis Capet.

Héritage antimilitariste et internationaliste

La Commune ayant été autant une explosion patriotique qu'une explosion sociale, il est certain — et nous devons avoir le courage de le proclamer — qu'elle a influé fâcheusement sur la tradition socialiste française en entretenant le culte du régime cellulaire de la nationalité.

Par la Commune, comme par la Révolution française, s'expliquent en partie l'existence de ces monstrueuses déviations bellicistes et chauvines qui mènent au bout d'un temps à la collaboration de classe et à la perte du mouvement ouvrier en tant que force autonome de classe, sous prétexte d'union nationale ou union sacrée. On ne peut pas marier le drapeau rouge et le drapeau tricolore. On ne peut pas chanter l'*Internationale* et la *Marseillaise*. On ne peut pas à la fois revendiquer le 1^{er} mai ouvrier et fêter le 14 juillet bourgeois. Il faut choisir. L'un ou l'autre. L'un exclut l'autre. L'un tue l'autre à la longue.

Mais, chose remarquable, malgré son caractère patriotique, la Commune a laissé un héritage important au point de vue antimilitariste et internationaliste.

D'abord, elle s'affirma nettement pour la République universelle et adopta comme emblème le drapeau rouge, symbole de « l'Unité fédérale du genre humain ». Puis, elle ne reconnut implicitement que la seule frontière de classe en admettant Frankel dans son sein et en plaçant à la tête des fédérés les Okolowicz, les Kiensiel, les Wroblewski et l'intrépide Dombrowski, lequel

avec 1.335 hommes seulement arrêta net tout le premier corps d'armée du général Ladmirault.

Ceux qu'on appelle étrangers se mirent d'ailleurs bravement au service de la Commune. Il y eut une légion fédérale belge, une légion italienne et parmi les gardes nationaux arrêtés on compta 881 étrangers. Le nombre total des étrangers arrêtés s'éleva à 1.725, le plus fort contingent étant fourni par les Belges (737) et les Italiens (215).

La Commune ne se bornant point à ne tenir aucun compte des distinctions de nationalité. Elle fit plus. Répudiant d'une façon éclatante les gloires militaires qui sont la honte de l'humanité, *elle démolit la colonne Vendôme*. Et la statue du boucher la couronnant vint s'abattre en grande pompe sur un tas de fumier, le seul lit qui fût en vérité digne d'elle.

La Commune fit mieux encore. Elle doubla pratiquement cet acte d'un haut symbolisme en faisant *appel à la grande Association Internationale des Travailleurs* pour la création de la Commission d'initiative des ressources sociales.

Enfin, par décret, *la Commune abolit la conscription et supprima l'armée permanente*.

Technique militaire et victoire prolétarienne

Ces mesures ne peuvent que recevoir notre entière approbation. Mais néanmoins, il faut bien le dire : *c'est dans le domaine militaire que la Commune commit les fautes les plus lourdes*.

Ce défaut capital ne lui est point particulier. Les journées de juin 1848, la Révolution russe

à ses débuts, l'insurrection viennoise en 1936, la Révolution espagnole nous montrent que tous les mouvements prolétariens ont la même faiblesse.

Il y a dans la classe ouvrière un héroïsme admirable, incomparable, dont la bourgeoisie a toujours su largement tirer parti puisqu'elle a fait du prolétariat des usines et des champs le prolétariat des conquêtes et des batailles. Mais ce capital infiniment précieux a été toujours été en fin de compte gaspillé. Sous peine d'aller au-devant des pires mécomptes, le prolétariat doit donc se préoccuper très sérieusement de cette grave question. D'autant plus, contrairement à ce qu'affirment certains, malgré le démenti implacable des événements, qu'on ne fait pas l'économie de la guerre civile. L'antimilitarisme foncier, le dégoût chez les ouvriers de tout ce qui touche de près ou de loin aux choses de l'armée ne doit point les porter à méconnaître les nécessités de la lutte et les conditions de la victoire.

Jules Vallès n'avait pas tort quand il écrivait à Benoît Maloin en 1881 : « Depuis la découverte de la vapeur, la face des choses a changé. Il n'y a plus que deux forces bestiales qui la gouvernent : la *Machine* et le *Canon*. Le canon, fils de la machine, et qui arrive toujours en hurlant défendre sa mère quand ceux qu'elle tue se relèvent. »

Au canon, on doit ajouter aujourd'hui l'*Atome* comme force bestiale. Arthur Arnould écrivait de son côté : « L'homme n'est complet, en nos jours troublés, que s'il est armé. Tout peuple désarmé est esclave, puisqu'il est à la merci de la force. »

C'est ce que Blanqui, tirant les leçons des défaites de 48, exprimait déjà en 1851 par ces formules étincelantes : « On se prosterne devant les baïonnettes, on balaye les cohues désarmées. La France hérissée de travailleurs en armes, c'est l'avènement du socialisme. Qui a du fer a du pain. »

Incapacité militaire de la Commune

Oui, c'est vrai : Qui a du fer a du pain. Mais faut-il encore savoir se servir efficacement du fer. Il y a des techniques militaires tout court et il y a des techniques militaires prolétariennes comme il y a des techniques syndicales ouvrières. La Commune les méconnut.

Le 19 mars, le Comité Central pouvait s'emparer sans encombre du Mont-Valérien, position stratégique de premier ordre : il ne le fit pas et laissa Thiers le réoccuper le lendemain à huit heures du soir.

La Commune devait marcher sur Versailles tout de suite, appliquant avant la lettre la première règle insurrectionnelle donnée par Lénine : « L'offensive audacieuse jusqu'au désespoir, décidée sans retour. » Elle ne le fit pas et c'est Versailles qui marcha sur Paris. Ou plutôt elle le fit trop tard et dans les conditions les plus défectueuses. Ce fut un désastre.

Deux faits sont à citer pour mieux montrer l'incapacité militaire de la Commune. Sous prétexte de réorganiser la garde nationale, elle la scinda en compagnies de marche comprenant les hommes de 19 à 40 ans et en compagnies sédentaires comprenant les hommes de plus de 40 ans. Ainsi, elle sépara des voisins de rue, des camarades d'atelier, des frères d'armes du

siège, des parents et coupa les jarrets aux plus ardents. Elle oubliait que la guerre civile est une guerre politique qui, en aucun cas, ne peut être isolée de la Révolution, et que, dans une telle guerre, la question d'âge n'est rien, la question de foi est tout.

Ce qui est admirable, c'est que plusieurs bataillons refusèrent d'obéir et marchèrent au feu à l'effectif complet, faisant ainsi la plus belle des critiques du décret.

Autre chose et chose presque incroyable. Cette Commune dont les chefs avaient si l'on peut dire la tradition des barricades dans le sang, cette Commune qui comprenait parmi ses combattants un important noyau d'insurgés de la monarchie de juillet et des journées de juin, se montra coupable de *négligence dans l'érection des barricades*, à une époque où les barricades jouaient un si grand rôle.

Il est établi qu'en deux mois, on pouvait édifier trois enceintes capables rien que par la perspective d'une prolongation indéfinie du siège qu'elles impliquaient, de dicter des conditions de paix, ce qui eût pu éviter, tout au moins en partie, l'horrible saignée de la Semaine de mai. Au témoignage d'Araquistain, la même faute fut commise à Barcelone.

Les Versaillais entrèrent à Paris le dimanche 21 mai. Or, c'est un fait que toutes les défenses du quartier de la rive gauche qui côtoie la Seine furent élevées le lundi seulement, entre huit heures du matin et deux heures de l'après-midi. Le mardi, on ne faisait que commencer celles du boulevard Saint-Michel et de la place Maubert. On a pu dire que si les chefs versaillais avaient été mieux renseignés, ils pou-

vaient avec 200 cavaliers nettoyer tout le faubourg Saint-Germain et pousser jusqu'à l'Hôtel de Ville, car ils n'avaient plus devant eux que des fuyards et pas une seule barricade.

Toutes ces fautes militaires ne sont, au fond, qu'un aspect des méthodes défectueuses de la Commune.

Comme toutes les Révolutions qui l'ont précédée, comme toutes celles qui suivirent, la Commune a passé au début par la période funeste des illusions roses et est restée jusqu'au bout plus ou moins imprégnée de ces illusions.

Pourtant, rien à faire. La Révolution est un acte autoritaire par excellence. Il existe une loi terrible des Révolutions. Pas moyen d'y échapper. La force, la violence y joue un rôle de premier plan. On n'a pas fini de la voir à l'œuvre. « Ceux qui font les révolutions à moitié se creusent à eux-mêmes leur propre tombeau », disait Saint-Just ; et Trotsky a pu dire : « En Révolution, une énergie supérieure aboutit finalement à une humanité supérieure. »

La Commune n'est pas morte

Malgré les fleuves de sang, malgré les abattoirs dans les squares et les cimetières, malgré les poteaux de Satory, les prisons multiples et les pénitenciers de Nouméa et de Cayenne, la Commune n'a pu être vaincue.

Dès 1886, quinze ans après son écrasement, Eugène Pottier pouvait écrire :

On l'a tuée à coups d'chassepot,

A coups de mitrailleuse,

Et roulé avec son drapeau

Dans la terre argileuse.

Et la tourbe des bourreaux gras

Se croyait la plus forte.
Tout ça n'empêch' pas,
Nicolas,
Qu' la Commune n'est pas morte !
On a bien fusillé Varlin,
Flourens, Duval, Millière,
Ferré, Rigault, Tony-Moilin,
Gavé le cimetièrè.

On croyait lui couper les bras
Et lui vider l'aorte,
Tout ça n'empêch' pas,
Nicolas,

Qu' la Commune n'est pas morte !
Ils ont fait acte de bandits,
Comptant sur le silence,
Achévé les blessés dans leurs lits,
Dans leurs lits d'ambulance.
Et le sang inondant les draps,
Ruisselait sous la porte.

Tout ça n'empêch' pas,
Nicolas,

Qu' la Commune n'est pas morte !
Les journalistes policiers,
Marchands de calomnies,
Ont répandu sur nos charniers
Leurs flots d'ignominies.
Les Maxim' Ducamp, les Dumas
Ont vomé leur eau-forte.

Tout ça n'empêch' pas,
Nicolas,

Qu' la Commune n'est pas morte !

L'Avenir est à la Révolution sociale, au Pro-
létariat, à la Communauté internationale des
Hommes sans exploiteurs et sans Dieu.

*Non. La Commune n'est pas morte. Vive la
Commune !*

LA COMMUNE GOUVERNEMENT OUVRIER

par Karl MARX

La multiplicité des interprétations auxquelles la Commune a donné lieu, et la multiplicité des intérêts qui se sont réclamés d'elle prouvent que c'est une forme politique tout à fait expansive, tandis que les anciennes formes étaient essentiellement répressives. Son vrai secret le voici : elle était, par-dessus tout, un gouvernement de la classe ouvrière; le résultat de la lutte entre la classe qui produit et la classe qui s'approprie le produit de celle-ci ; la forme politique, enfin trouvée, sous laquelle il était possible de réaliser l'émancipation du travail.

Sans cette dernière condition, la constitution communale eût été une impossibilité et un leurre. Le règne politique du producteur ne peut co-exister avec la prolongation de son esclavage social. La Commune donc devait servir de levier pour renverser les fondements économiques sur lesquels repose l'existence des classes. Le travail une fois émancipé, tout homme devient travailleur, et le travail productif cesse d'être l'attribut d'une classe.

Elle visait à exproprier les expropriateurs. Elle voulait faire de la propriété individuelle une vérité, en transformant les moyens de production, la terre et le capital, qui servent aujourd'hui surtout à asservir et à exploiter le travail, en de simples instruments du travail libre et associé. Mais c'est du communisme, du communisme *impossible* ! Pourquoi donc cela ? Les membres des classes dominantes qui possèdent assez d'intelligence pour voir l'impossibilité de perpétuer le système actuel, — et ils sont nombreux, — sont devenus des apôtres zé-

lés de la production coopérative ; ils en ont plein la bouche. Or si la production coopérative ne doit pas rester un leurre et un piège ; si elle doit remplacer le système capitaliste ; si des sociétés coopératives doivent régler la production nationale sur un plan commun, en la plaçant sous leur propre contrôle, et en mettant fin à l'anarchie constante et aux convulsions périodiques qui sont les conséquences inévitables de la production capitaliste, que sera-ce donc, messieurs, si ce n'est le communisme, le communisme *possible* ?

Les travailleurs n'espéraient pas des miracles de la Commune. Ils n'ont pas d'utopies toutes prêtes à introduire par décret du peuple. Ils savent bien que pour réaliser leur propre émancipation, et en même temps la forme plus noble vers laquelle la société actuelle se dirige par ses propres forces économiques, ils auront à traverser de longues luttes et toute une série de progrès historiques, qui transformeront les circonstances et les hommes. Ils n'ont pas à réaliser un idéal, mais à dégager les éléments de la nouvelle société que la vieille société bourgeoise elle-même porte en ses flancs. Dans la conscience pleine et entière de leur mission historique, et avec la résolution héroïque de l'accomplir, les travailleurs peuvent se rire des grossières invectives des gens de plume aux gages des gens du monde, et de la protection pédantesque de bienveillants bourgeois doctrinaires, débitant leurs banalités d'ignorants et leurs billevesées de sectaires sur un ton dogmatique, comme s'ils étaient les oracles infail-
libles de la science.

Lorsque la Commune de Paris prenait en ses propres mains la direction de la révolution ; lorsque de simples ouvriers osaient, pour la première fois, empiéter sur le privilège gouvernemental de leurs « supérieurs naturels » ; lorsque, dans les circonstances les plus difficiles, ils accomplissaient leur œuvre modeste-

ment, consciencieusement et efficacement — et pour des salaires dont le plus élevé égalait à peine le cinquième de la somme qu'une grande autorité scientifique a fixée comme le minimum qu'on pût offrir au secrétaire d'un certain conseil de direction des écoles, à Londres, — le vieux monde se tordait de rage à la vue du drapeau rouge, symbole de la République du travail, flottant sur l'Hôtel de Ville.

(La guerre civile en France.)

LE CALVAIRE DE VARLIN

Le dimanche 28 mai, à l'aube, à peine échappé d'une des dernières barricades, Varlin errait dans la rue, épuisé, n'en pouvant plus et ne songeant pas à se cacher. Un prêtre qui passait le reconnut, le dénonça à un officier.

Varlin fut saisi. Des soldats lui lièrent solidement les mains derrière le dos avec une courroie. Ils l'emmenèrent sur la butte Montmartre pour prendre les ordres d'un général. Une foule suivait, grossissant toujours. Elle injurait Varlin. Des femmes lui lançaient de la boue, lui crachaient à la figure, et les soldats le frappaient de coups de crosse, le piquaient à coups de baïonnette.

Interrogé par le général, Varlin ne voulut rien dire. On décida de le fusiller. Une voix cria : « Il faut qu'on fusille ce scélérat rue des Rosiers. » C'était là qu'au début de la Commune des soldats envoyés par Thiers pour prendre les canons des Parisiens avaient fusillé deux généraux. Et d'autres voix crièrent : « Il faut le promener encore. Il n'a pas assez souffert. Il est trop tôt. » On traîna donc Varlin à nouveau.

Arrivé rue des Rosiers, on l'adossa au mur d'un jardin. Le lieutenant qui l'avait arrêté et

qui commandait l'escorte, — un nommé Sicre — rangea ses hommes qui firent feu. Varlin tomba à terre aux applaudissements des gens du peuple qu'il avait pourtant défendus toute sa vie.

Aussitôt après, les soldats se jetèrent sur le cadavre pour l'achever à coups de crosse. Mais l'officier leur dit : « Vous voyez bien qu'il est mort ; laissez-le. » Alors, ils s'arrêtèrent.

Chose infâme, les meurtriers se partagèrent la dépouille de Varlin. Les soldats eurent 248 fr. 15 contenus dans le porte-monnaie et le lieutenant Sicre s'empara de la petite montre en argent offerte jadis en souvenir par les ouvriers relieurs. C'était toujours autant comme récompense en attendant les médailles militaires et la Légion d'honneur !

Maurice DOMMANGET,
(Eugène Varlin.)

LA MESSE DES MASSACREURS

Nous sommes en plein avril... L'effectif des troupes s'augmente tous les jours et le moral de l'armée se relève peu à peu ; son énergie s'accroît au fur et à mesure que la lutte se prolonge. On prend à tâche surtout d'entretenir le soldat dans des sentiments absolument contraires à l'esprit qui anime les défenseurs de la Commune. Le jour de Pâques, une importante cérémonie religieuse est organisée sur le plateau de Satory. Là, un autel est dressé en plein air ; il est orné de feuillages et entouré d'attributs militaires. Toute une division se déploie en avant et forme un immense carré : à droite, les régiments de l'artillerie, à gauche, les régiments du génie ; aux extrémités des canons, couchés sur leurs affûts, reluisent au soleil matinal. C'est un spectacle vraiment grandiose que celui de cette armée déployée devant les horizons de forêts, sous un ciel resplendissant,

autour d'un prêtre qui bénit et prie. Les tambours et les clairons remplissent l'air d'harmonies guerrières ; les cloches sonnent aux églises de la ville. Dans le lointain, le Mont Valérien jette par intervalles, un sombre éclat de tonnerre. C'est l'abbé du Marhallac'h, député du Morbihan, qui célèbre cette messe militaire. Le général Vinoy est présent avec le général de Maud'huy et tous les généraux ou officiers supérieurs que leur service ne retient pas devant l'ennemi.

LÉONCE DUPONT.
*Souvenirs de Versailles
pendant la Commune.*

A LIRE SUR LA COMMUNE

GEORGES BOURGIN. — *Histoire de la Commune*, in-12.

MAURICE DOMMANGET. — *Hommes et choses de la Commune*, in-8 écu ; *L'Instruction publique sous la Commune*, in-8 ; *Blanqui, la guerre de 1870-71 et la Commune*, gr. in-8.

LISSAGARAY. — *Histoire de la Commune de 1871*, in-8.

KARL MARX. — *La Guerre Civile en France*, in-12 ou in-8.

C. TALÈS. — *La Commune de 1871*, in-8.

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

101
102
103
104
105
106
107
108
109
110
111
112
113
114
115
116
117
118
119
120
121
122
123
124
125
126
127
128
129
130
131
132
133
134
135
136
137
138
139
140
141
142
143
144
145
146
147
148
149
150
151
152
153
154
155
156
157
158
159
160
161
162
163
164
165
166
167
168
169
170
171
172
173
174
175
176
177
178
179
180
181
182
183
184
185
186
187
188
189
190
191
192
193
194
195
196
197
198
199
200

SPARTACUS

CAHIERS MENSUELS

Jean JAURÈS : L'Eglise et la laïcité	15. »
Hugo JORDI : La Prise du Pouvoir	25. »
Charles ALLIGIER : Socialisme, Bolchevisme et France	30. »
R. LEFEBVRE : La Politique Communiste	20. »
Rose LUXEMBOURG : La Révolution Russe	20. »
Marxisme contre Dictature	25. »
COTEREAU : L'Eglise a-t-elle collaboré ?	20. »
JAUÈS et LAFARGUE : Idéalisme et Matérialisme	20. »
SUZANNE CHARPY : Prendrons-nous les Usines ?	20. »
Victor SERGE : Le nouvel impérialisme russe.	25. »
PRUDHOMMEAUX : Catalogne libertaire 1936-	30. »
ZAREMBA : La Commune de Varsovie	25. »
COTEREAU : Le Complot Clérical	30. »

Remises par quantités : 10 ex. 10 % . — 25 ex. 15 % . — 50 ex. 20 % . — 100 ex. 25 % . Envoi franco.
Abonnements : 1 an, 240 fr. — Etranger 300 fr. —

LES ÉGAUX

Victor SERGE : La Tragédie des écrivains soviétiques	6. »
J. MALAQUAIS : Le nommé Louis Aragon ou le patriote professionnel	6. »
Léon BLUM : Révolution Socialiste ou Révolution directoriale ?	6. »
LÉNINE : Testament politique	6. »
M. DOMMANGREY : La Commune et les Com-munards	12. »

Envoi franco : 7 fr. 50 et 14 fr. — 10 br., 38 fr. — 25 br., 140 fr. — 50 br., 250 fr. — 100 br., 470 fr.

J. LEFEBVRE 15 RUE DE LA HUCHETTE
PARIS 15^e TÉLÉPHONE PARIS 633-75

Le Gérant : J. Lefebvre - S.L.I.M. - 31 4418.